

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 31

Loi modifiant le Code Civil

Première lecture
Deuxième lecture
Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la justice



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi vise à modifier le Code civil pour donner suite, quant à la tenue des actes de l'état civil, à la Convention de la Baie James et du Nord québécois et à la Convention du Nord-Est québécois. Il facilite également la tenue de registres de l'état civil pour certaines églises, et prévoit que les diacres de l'église catholique seront compétents à célébrer les mariages.

En outre, le projet de loi transfère l'exercice de certains pouvoirs du gouvernement au ministre de la justice, il établit certaines concordances en matière de bail résidentiel et il reconnaît le droit de rédiger en langue anglaise certains documents destinés à la radiation de l'enregistrement de droits réels.

Art. 1. La modification proposée à l'article 42 du Code civil vise à permettre la tenue des registres de l'état civil pour les communautés cries, inuit et naskapie.

Art. 2. La modification proposée à l'article 43 de ce code établit une concordance avec les articles 1 et 3 du projet de loi.

Art. 3. La modification proposée à l'article 44 de ce code a deux objets: d'une part, elle permet, dans le cas de l'Eglise catholique, la tenue des registres par les diacres ou d'autres personnes autorisées, et, d'autre part, elle prévoit que, dans les communautés cries, inuit et naskapie, les registres peuvent aussi être tenus par les agents locaux d'inscription.

Projet de loi n° 31

Loi modifiant le Code Civil

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 42 du Code civil, remplacé par l'article 5777 des Statuts refondus de 1888 et modifié par l'article 1 du chapitre 82 des lois de 1968, est de nouveau modifié par l'insertion, entre le premier et le deuxième alinéa, du suivant:

«De tels registres peuvent également être tenus pour chacune des communautés crie, inuit et naskapie visées dans la Loi concernant les autochtones crie et inuit (1978, chapitre 97).»

2. L'article 43 dudit Code, remplacé par l'article 1 du chapitre 20 des lois de 1966 et modifié par l'article 3 du chapitre 82 des lois de 1968, est remplacé par le suivant:

«**43.** Les églises, congrégations ou sociétés religieuses fournissent elles-mêmes les registres qu'elles tiennent.»

3. L'article 44 dudit Code, remplacé par l'article 5779 des Statuts refondus de 1888 et par l'article 1 du chapitre 71 des lois de 1919 et modifié par l'article 1 du chapitre 82 des lois de 1928, par l'article 1 du chapitre 90 des lois de 1931/1932, par l'article 1 du chapitre 57 des lois de 1951/1952 et par l'article 2 du chapitre 20 des lois de 1966, est de nouveau modifié par l'insertion, entre le deuxième et le troisième alinéa, du suivant:

«En outre, dans le cas d'une église ou d'une chapelle particulière ou mission de l'Eglise catholique romaine, les registres peuvent aussi être tenus par tout diacre ou toute autre personne à ce autorisé par le pouvoir ecclésiastique compétent; dans le cas des communautés crie, inuit ou naskapie, les registres peuvent aussi

Art. 4. La modification proposée à l'article 45 de ce code établit des concordances avec les articles 1 et 3 du projet de loi.

Art. 5. La modification proposée à l'article 45a de ce code vise à transférer au ministre de la justice le pouvoir qu'a le gouvernement d'indiquer au protonotaire la façon de corriger les irrégularités commises lors de l'authentification des registres.

Art. 6. La modification proposée à l'article 47 de ce code vise à transférer un pouvoir du gouvernement au ministre de la justice.

être tenus par un agent local d'inscription nommé en vertu de la Loi concernant les autochtones cris et inuit.»

4. L'article 45 dudit Code, modifié par l'article 2 du chapitre 26 des lois de 1869, remplacé par l'article 5780 des Statuts refondus de 1888 et par l'article 3 du chapitre 20 des lois de 1966, et modifié par l'article 4 du chapitre 82 des lois de 1968, est de nouveau modifié:

a) par l'insertion, entre le premier et le deuxième alinéa, du suivant:

«Les registres tenus par un agent local d'inscription sont présentés au protonotaire du district dans lequel ils doivent être tenus pour être authentiqués de la même façon.»; et

b) par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«Dans le cas d'une église, chapelle particulière ou mission catholique, l'attestation du registre doit être accordée sous le nom indiqué dans le certificat d'autorisation donné par l'évêque au sens de la Loi des fabriques (1965, 1^{re} session, chapitre 76) et la personne qui le présente doit exhiber ce certificat au protonotaire.»

5. L'article 45a dudit Code, édicté par l'article 1 du chapitre 83 des lois de 1928 et modifié par l'article 4 du chapitre 20 des lois de 1966, est remplacé par le suivant:

«**45a.** Lorsque des registres de l'état civil n'ont pas été authentiqués, numérotés ou paraphés en la manière prescrite, le ministre de la justice peut, dans chaque cas particulier, indiquer au protonotaire la manière de remédier à l'irrégularité commise.

Tout registre de l'état civil irrégulièrement authentiqué, numéroté ou paraphé auquel il a été ainsi remédié, a la même authenticité, la même validité et le même effet que s'il avait été originellement authentiqué, numéroté et paraphé conformément à la loi.»

6. L'article 47 dudit Code, modifié par l'article 3 du chapitre 26 des lois de 1869, remplacé par l'article 5781 des Statuts refondus de 1888, et modifié par l'article 1 du chapitre 100 des lois de 1933, par l'article 1 du chapitre 71 des lois de 1947 et par l'article 5 du chapitre 82 des lois de 1968, est de nouveau modifié par le remplacement des deux derniers alinéas par les suivants:

«Lorsqu'une paroisse est passée d'un district judiciaire à un autre, le ministre de la justice peut, par décret, ordonner que tous les doubles des registres de l'état civil de cette paroisse, déposés au greffe de la Cour supérieure du district auquel elle ap-

Art. 7. *La modification proposée à l'article 49 de ce code établit une concordance avec l'article 3 du projet de loi.*

Art. 8. *La modification proposée à l'article 129 de ce code a pour objet de déclarer les diacres personnes compétentes à célébrer les mariages.*

Art. 9. *La modification proposée à l'article 130 de ce code est de concordance avec l'article 8 du projet de loi.*

Art. 10. *La modification proposée à l'article 134 de ce code est de concordance avec l'article 8 du projet de loi.*

partenait précédemment, soient transférés au greffe de la Cour supérieure du district dont elle fait maintenant partie.

Ce décret est publié à la *Gazette officielle du Québec*.»

7. L'article 49 dudit Code, remplacé par l'article 5783 des Statuts refondus de 1888, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**49.** L'autre double du registre reste en la garde et possession de la personne qui l'a tenu pour être conservé et transmis à son successeur en office.

Pour une mission catholique, cet autre double est déposé à l'évêché du diocèse auquel appartient la mission par la personne préposée à sa desserte et, pour authentifier les copies ou extraits de celui-ci et pour autres fins s'y rapportant, l'évêque ou son secrétaire en est considéré le dépositaire.»

8. L'article 129 dudit Code, remplacé par l'article 11 du chapitre 82 des lois de 1968, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**129.** Sont compétents à célébrer les mariages tous prêtres, diacres, curés et ministres autorisés par la loi à tenir et garder des registres de l'état civil, ainsi que, dans le district judiciaire pour lequel ils sont nommés, le protonotaire et chacun de ses adjoints qu'il désigne.»

9. L'article 130 dudit Code, remplacé par l'article 2 du chapitre 47 des lois de 1903 et par l'article 12 du chapitre 82 des lois de 1968, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**130.** Dans le cas de mariages célébrés par un prêtre, diacre, curé ou ministre, les publications de bans sont faites dans l'église à laquelle appartiennent les futurs époux, au service divin du matin, ou, s'il n'y en a pas le matin, à celui du soir à trois dimanches ou jours de fête, et, dans le cas de personnes appartenant à la religion juive, à trois samedis ou jours de fête, avec intervalles convenables. Si les futurs époux appartiennent à différentes églises, ces publications ont lieu dans celle de chacun.»

10. L'article 134 dudit Code, remplacé par l'article 13 du chapitre 82 des lois de 1968, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**134.** Il est loisible aux prêtres, diacres, curés et ministres autorisés par la loi à célébrer les mariages d'accorder une dispense pour exempter des publications de bans les mariages qu'ils

Art. 11. *La modification proposée à l'article 134a de ce code a pour objet de transférer au ministre de la justice le pouvoir du gouvernement de réglementer la célébration du mariage et d'approuver des catégories d'édifices où la célébration peut avoir lieu.*

Art. 12. *La modification proposée à l'article 1664t de ce code établit des concordances nécessitées par la Charte des droits et libertés de la personne et la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées.*

Art. 13. *La modification proposée à l'annexe qui suit l'article 1665 de ce code établit des concordances nécessitées par la Charte des droits et libertés de la personne et la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées.*

doivent célébrer. Toutefois, si les règles de leur religion l'exigent, cette dispense doit être accordée par les autorités ecclésiastiques de qui ils relèvent.»

11. L'article 134*a* dudit Code, édicté par l'article 13 du chapitre 82 des lois de 1968, est remplacé par le suivant:

«**134*a*.** Le protonotaire ou le protonotaire adjoint doit célébrer les mariages à un endroit convenable du palais de justice ou dans toute catégorie d'édifices approuvée par le ministre de la justice.

Il doit se conformer aux autres règles édictées par le ministre de la justice et percevoir des futurs époux, pour le compte du ministre des finances, toute somme fixée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.»

12. L'article 1664*t* dudit Code, édicté par l'article 1 du chapitre 74 des lois de 1973, remplacé par l'article 95 du chapitre 6 des lois de 1975, et modifié par l'article 79 du chapitre 7 des lois de 1978, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**1664*t*.** Quiconque contrevient aux articles 1664*i*, 1664*l*, 1664*n* à 1664*r* commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au plus \$500 pour chaque infraction.»

13. L'annexe qui suit l'article 1665 dudit Code, édictée par l'article 1 du chapitre 74 des lois de 1973, est modifiée:

a) par le remplacement, dans la section II, de la clause numéro 28 par la suivante:

«28. Dans le seul cas où le locataire lui en fait la demande par écrit, le locateur identifie, conformément à la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (1978, chapitre 7), le local du locataire s'il est occupé par une personne sérieusement restreinte dans ses déplacements. (Article 1664*i* C.c.)»;

b) par la suppression, dans ladite section, de la clause numéro 38; et

c) par le remplacement, dans ladite section, de la clause numéro 39 par la suivante:

«39. Quiconque contrevient aux articles 1664*i*, 1664*l*, 1664*n* à 1664*r* (clauses numéros 28, 31 et 33 à 37) commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au plus \$500 pour chaque infraction. (Article 1664*t* C.c.)»

Art. 14. *La modification proposée à l'article 2151 de ce code a pour objet d'éclaircir une ambiguïté relative à la langue de certains actes qui entraînent la radiation de l'enregistrement de droits réels.*

Art. 15. *La modification proposée à l'article 2160 de ce code a pour objet de transférer au ministre de la justice un pouvoir du gouvernement.*

14. L'article 2151 dudit Code, modifié par l'article 8 du chapitre 98 des lois de 1938 et par l'article 16 du chapitre 85 des lois de 1971, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**2151.** Le consentement à la radiation, la quittance ou certificat de libération, peuvent être en forme authentique ou sous seing privé; lorsqu'ils sont destinés à la radiation de l'enregistrement d'un droit réel, ils peuvent être rédigés en langue anglaise.»

15. L'article 2160 dudit Code, remplacé par l'article 5842 des Statuts refondus de 1888, modifié par l'article 1 du chapitre 44 des lois de 1904, par l'article 7 du chapitre 46 des lois de 1943 et par l'article 2 du chapitre 61 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Le ministre de la justice peut cependant, par décret, changer ces heures pour tout bureau d'enregistrement.»

16. L'article 14 a effet depuis le 26 août 1977.

17. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.